

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 20 NOVEMBRE 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2014
(BRETAGNE)

NOR : ASET1450068M

IDCC : 1597

Entre :

La FRB Bretagne ;

L'UR CAPEB Bretagne ⁽¹⁾ ;

La fédération Ouest SCOP BTP,

D'une part, et

L'URCB CFDT ;

L'URB CFTC Bretagne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le barème des salaires minima applicables du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014 (base 35 heures hebdomadaires, soit 151,67 heures mensuelles), en application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés), et conformément à l'accord du 12 février 2002 sur les barèmes des salaires minima des ouvriers et ETAM du bâtiment, résulte du tableau ci-après.

(1) Pour les entreprises occupant plus de 10 salariés inscrites au répertoire des métiers.

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimum	TAUX horaire minimum
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 458,70	9,62
– position 2	170	1 479,00	9,75
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 531,15	10,10
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 700,90	11,21
– position 2	230	1 836,70	12,11
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 972,50	13,01
– position 2	270	2 108,30	13,90

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 275 € ;
- la valeur du point (VP) à 6,79 €.

Article 2

Le présent barème des salaires minima entrera en application à compter du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

Article 3

Disposition exceptionnelle

Si l'équilibre de l'accord se trouvait, au cours de son exécution, bouleversé par la survenance de circonstances économiques imprévues, les parties signataires s'engageraient à ouvrir une négociation dans les plus brefs délais.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi d'Ille-et-Vilaine et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Rennes.

Article 5

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Rennes, le 20 novembre 2013.

(Suivent les signatures.)